

**NOUVELLES DU
TERRAIN**

BURKINA FASO: UN
CONTEXTE SÉCURITAIRE
TOUJOURS EN DÉGRADATION

AU LUXEMBOURG

VISITE DU PARTENAIRE
PALESTINIEN ALROWWAD

EXCIT RACISM:
RASSISMUSKRITISCH
DENKEN, SPRECHEN
UND HANDELN

LE CENTRE FINANCIER
DE LUXEMBOURG & LES
DROITS HUMAINS

COMPRENDRE LE MONDE. CREER LA SOLIDARITE.

Depuis 2015, le Burkina Faso fait face à une situation sécuritaire en dégradation continue. Les attaques terroristes se multiplient et se diversifient par leur mode opératoire, les cibles et les espaces couverts. Les activités de notre organisation partenaire ARFA en sont fortement impactées... *(suite p. 2)*

Rassismuskritisch denken, sprechen und handeln: Unter diesem Motto luden ASTM und Klima-Bündnis Luxemburg, gemeinsam mit dem Service Egalités des Chances Dudelange, Inter-Actions Dudelange, dem CDMH und Finkapé, im Januar zu einer ganz besonderen Konferenz und einem anschließenden Workshop ein... *(Fortsetzung S.3)*

Au sein du secteur financier luxembourgeois, l'engagement en faveur des droits humains est insuffisant. C'est la principale conclusion d'une étude dans laquelle l'ASTM a analysé les acteurs institutionnels de la finance... *(suite p. 4)*

BURKINA FASO: UN CONTEXTE SÉCURITAIRE TOUJOURS EN DÉGRADATION

Depuis 2015, le Burkina Faso fait face à une situation sécuritaire en dégradation continue. Des attaques terroristes se multiplient et se diversifient par le mode opératoire, les cibles et les espaces couverts. Les activités de notre organisation partenaire ARFA en sont fortement impactées.

Lors d'une visite au Luxembourg en début de l'année 2020, notre partenaire nous a déjà fait part des effets directs de la situation sur son travail. En avril 2019, par exemple, un agent de notre organisation partenaire a été enlevé pendant 4 jours. Cet incident a eu des effets sur le bien-être mental de l'agent, sur le fonctionnement du projet dans lequel il intervenait et sur la vie de l'ONG de façon globale. « C'est toute la structure qui a été durement frappée », racontait à l'époque Mathieu Savadogo, président du conseil d'administration de ARFA.

Pour Abel Beda, coordinateur général de l'organisation, il a toujours été hors de question de cesser les activités: « À travers une stratégie d'adaptation mise en place, qui consiste à réorganiser notre mode d'action sur le terrain, nous pouvons nous adapter au contexte ».

Au cours des dernières années, la situation sécuritaire a continué à se détériorer davantage dans les régions du Nord, du Centre-Nord, du Sahel, de la Boucle du Mouhoun et de l'Est du Burkina Faso avec des attaques terroristes, des contrôles réguliers sur les axes et des enlèvements ciblés par les HANI (Hommes Armées Non Identifiées). Cette dégradation a entraîné un accroissement substantiel des déplacements internes (1 423 000 personnes déplacées internes à la date de septembre 2021) et aggravé l'accès déjà très limité de certaines localités (plus de la moitié du territoire est déclarée Zone Rouge par les chancelleries étrangères). Les régions du Nord, du Centre-Est et de l'Est sont les régions d'intervention de ARFA. De fait, elle subit au quotidien les impacts des attaques terroristes.

Afin de faire face à la situation d'insécurité et accompagner son personnel à s'adapter au contexte, ARFA a développé, et ce depuis 2019, des initiatives telles que l'adhésion à INSO, une organisation qui apporte aux travailleur-euse-s humanitaires un appui en matière de sécurité en établissant des plateformes de coordination de la sécurité dans des contextes insécurisés. INSO fournit aux ONG inscrites une gamme de services gratuits, y compris le suivi des incidents en temps réel, les rapports analytiques, les données et la cartographie liée à la sécurité, le soutien dans la gestion de crise, les orientations du personnel et la formation. Avec l'appui financier de l'ASTM, un dispositif de lutte incendie (extincteurs, alarme, plan d'évacuation, etc.) a été mis en place et le personnel a été formé sur la sécurité incendie.

Dans un souci de permettre un bon déroulement de ses activités sur l'ensemble de la zone d'intervention, ARFA a également pris d'autres mesures spécifiques en attendant le rétablissement de la situation normale. Il s'agit, entre autres, de réduire le nombre de sorties terrains, d'intégrer la collaboration avec des paysans-relais dans les localités à risque pour maintenir le lien et faire un suivi à distance, de délocaliser des rencontres et échanges prévus dans les zones actuellement inaccessibles vers des zones jugées sécurisées, de développer un réseau de contacts communautaires et de s'informer régulièrement sur la situation sécuritaire ainsi que de diffuser les informations reçues de la part de INSO auprès des agents sur le terrain afin de les tenir informés des incidents et des mouvements des groupes armés.

Sena Afeto, responsable des partenariats en Afrique à l'ASTM, se dit, tout comme l'ASTM, très préoccupé par ce contexte d'insécurité que vit ARFA et, au-delà, tous nos trois partenaires au Burkina Faso. Cette situation, en plus de la crise du COVID-19, rend quasi impossible le travail de suivi sur le terrain de l'ASTM. La zone d'intervention du partenaire se rétrécit au jour le jour et les populations sont de plus en plus livrées à elles-mêmes. C'est le moment plus que jamais de soutenir les acteurs de développement, comme ARFA, dans ces zones impactées afin de manifester notre solidarité avec les populations sinistrées.

ARFA - L'Association de Recherche et de Formation en Agro-écologie fait la promotion de l'agro-écologie et soutient

les petits agriculteur-trice-s au Burkina Faso. L'agro-écologie joue un rôle capital dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique. Grâce aux plus grands rendements qu'elle génère dans le long terme, elle permet de créer rapidement des revenus supplémentaires. ARFA, avec le soutien de l'ASTM, a créé des sites de production pour permettre aux bénéficiaires d'avoir une meilleure productivité, y compris les femmes.



EXIT RACISM: RASSISMUSKRITISCH DENKEN, SPRECHEN UND HANDELN

Unter diesem Motto stand das Wochenende vom 28. und 29. Januar 2022 in Dudelange. Gemeinsam mit dem Service Egalités des Chances Dudelange, Inter-Actions Dudelange, dem CDMH und Finkapé luden ASTM und Klima-Bündnis Luxemburg zu einer ganz besonderen Konferenz und einem anschließenden Workshop ein.

Am Freitag Abend moderierte Antonia Ganeto von der Vereinigung Finkapé eine Live-Keynote der deutschen Bestsellerautorin Tupoka Ogette, die extra aus Berlin dazugeschaltet wurde. Mehr als 30 Menschen vor Ort im Festsaal in Dudelange und über 70 Personen online verfolgten einen dynamischen und aktivierenden Vortrag zum rassismuskritischen Denken, Sprechen und Handeln. Frau Ogette ging auf Themen wie das « Happyland » der weißen Bevölkerung, Migroaggressionen, die 5 Stufen rassismuskritischen Handelns ein und rief zum Nachdenken, Akzeptieren, Ausprobieren und Handeln auf. Im Anschluss an die Keynote nahm sie sich viel Zeit für Fragen aus dem Live-Publikum vor Ort. Tupoka Ogette machte auch deutlich, dass neokoloniale und rassistische Denkmuster in dem aktuellen Handeln bzgl. der Klimakrise sichtbar sind. Rassismus liefert die Legitimationen, jenen, die von den Folgen des Kapitalismus fliehen müssen, Rechte, Solidarität und ein Leben im Globalen Norden zu verweigern. In einem globalen Wirtschaftssystem, das auf kontinuierlicher Ausbeutung basiert, gibt es die Profitierenden und jene, die die Kosten der Ausbeutung tragen, analog bei der Klimakrise, wo die Verursacher zumindest bisher am wenigsten unter den Auswirkungen des Klimawandels leiden. Antonia Ganeto schaffte es auch immer wieder die Verbindung zum luxemburgischen Kontext herzustellen.

theroretischen Input, wurden die Lehrer*innen in ihrem Bemühen um einen rassismussfreien Unterricht unterstützt und konnten ihr eigenes Denken und Handeln ohne Angst vor Bewertung erläutern und kritisch hinterfragen.



© Marc Lazzarini

Antonia Ganeto von der luxemburgischen Vereinigung Finkapé moderierte die Live-Keynote am Freitag Abend



© Marc Lazzarini

Die deutsche Bestsellerautorin Tupoka Ogette war während der Konferenz live in den Saal in Dudelange dazugeschaltet



Am Samstag fand die Fortbildung "Rassismuskritisches Denken und Handeln im Schulunterricht" in Dudelange statt.

Am Samstag Morgen wohnten 12 Grundschullehrer*innen der Zyklen 1-4 einer 6-stündigen Fortbildung zum Thema « Rassismuskritisches Denken und Handeln im Schulunterricht » mit den beiden Antirassismustrainerinnen Jocelina Ndimbalan und Mariam Touré bei. Anhand vielfältiger partizipativer Methoden, untermalt durch

Ein großer Dank gilt allen beteiligten Partnern und dem Team von Tuopoka Ogette.

Cédric Reichel, Koordination Klima-Bündnis Lëtzebuerg

LE CENTRE FINANCIER DE LUXEMBOURG & LES DROITS HUMAINS

Au sein du secteur financier luxembourgeois, l'engagement en faveur des droits humains est insuffisant. C'est la principale conclusion d'une étude dans laquelle l'ASTM a analysé les acteurs institutionnels de la finance et leurs déclarations publiques.

Les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (PDNU)[1] reconnaissent la responsabilité des entreprises, y compris celles du secteur financier, en matière de respect des droits humains. Dans quelle mesure la place financière luxembourgeoise a-t-elle mis en œuvre les PDNU, dix ans après leur adoption ? Pour répondre à cette question, la nouvelle étude de l'ASTM examine les engagements en matière de droits humains des acteurs institutionnels de la place financière.

Les acteurs publics et privés font l'éloge du centre financier luxembourgeois en tant que leader en matière de durabilité. Que cela soit vrai ou non, il y a un problème fondamental avec la compréhension de la durabilité, qui, pour ces acteurs, semble se référer principalement à l'environnement et au climat. En revanche, concernant les droits humains, leur engagement est insuffisant. Par ailleurs, les engagements volontaires n'empêchent pas les institutions financières basées au Luxembourg d'être impliquées dans des violations des droits humains.

Par acteurs institutionnels, nous entendons les acteurs qui représentent, contrôlent ou régulent d'autres acteurs privés au sein du secteur financier, et qui participent ainsi à la définition des normes au Luxembourg par le biais de l'orientation et de l'influence des politiques mises en place. Seuls trois des 22 acteurs analysés mentionnent les droits humains dans leurs documents de gouvernance générale, et même ceux-ci mettent l'accent sur la nature volontaire de leur déclaration et n'incluent pas de recommandation pour effectuer une diligence raisonnable en matière de droits humains.

L'étude présente également quatre études de cas qui montrent l'interdépendance socio-économique entre le secteur financier luxembourgeois et les pays du Sud, et démontre que les engagements volontaires sont insuffisants pour prévenir les impacts sur les droits humains :

- Des fonds investissent dans une entreprise accusée de cybersurveillance dans le cadre des crimes contre l'humanité commis contre la minorité turque musulmane en Chine
- Une société cotée à l'indice LUXX refuse d'assumer sa responsabilité d'entreprise en termes de réparations
- Une banque nationale investit dans une entreprise accusée d'avoir vendu des machines utilisées par Israël pour démolir des habitations palestiniennes
- Le fonds de pension luxembourgeois investit dans une société minière impliquée dans des violations à l'encontre de défenseur-e-s des droits humains



Conclusions principales

- L'engagement des acteurs institutionnels du secteur financier luxembourgeois en faveur des droits humains est insuffisant. Seuls trois des acteurs analysés mentionnent les droits humains dans leurs documents de gouvernance, et ceux-ci ne se concentrent que sur la nature volontaire de leurs déclarations et n'incluent pas de recommandation pour mener une diligence raisonnable en matière de droits humains.
- Malgré l'élaboration de deux Plans d'action nationaux pour la mise en œuvre des PDNU par le gouvernement luxembourgeois et avec la participation d'acteurs institutionnels du secteur financier, ces efforts de sensibilisation sont clairement insuffisants car aucun des acteurs analysés ne s'engage envers les PDNU.
- Il existe un déséquilibre entre les associations représentatives/de lobbying et les institutions qui sont censées contrôler et réguler le secteur. De même, en termes de personnel, les institutions de régulation ont peu de poids par rapport aux entreprises privées et aux associations de lobbying. Cette faiblesse structurelle pourrait avoir un impact négatif sur l'application d'une éventuelle législation contraignante future relative à une diligence raisonnable en matière de droits humains.
- Au sein du secteur financier, les sphères publiques et privées s'entremêlent dans de nombreux domaines, notamment lorsqu'il s'agit de finance durable ou inclusive. L'État doit prendre ses responsabilités et ne pas laisser le pilotage aux acteurs privés et aux lobbyistes. En prenant la tête de ces discussions, l'État doit inclure toutes les parties prenantes, y compris les organisations de la société civile.



Recommandations

À ce jour, les sociétés et institutions financières luxembourgeoises qui sont impliqués dans des violations des droits humains ne peuvent pas être tenues responsables sur la base de la législation nationale existante. De même, le gouvernement luxembourgeois et ses institutions de régulation n'exercent aucun contrôle réel sur le respect des droits humains dans les décisions financières et les politiques d'investissement des entreprises privées du secteur financier. Comme il est apparu clairement, notamment dans le cadre des enquêtes d'OpenLux, le Luxembourg n'est pas suffisamment équipé pour assurer un contrôle efficace des flux financiers qu'il gère, car ses organes de régulation, comme la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), n'ont pas la taille adéquate

pour le centre financier luxembourgeois.

Les engagements volontaires s'étant révélés inefficaces, il est nécessaire d'adopter une loi contraignante sur la diligence raisonnable en matière de droits humains qui inclue le secteur financier.[3] Et si le secteur financier veut être considéré comme un leader en matière de durabilité, il est essentiel que les acteurs publics et privés élargissent leur compréhension de la durabilité pour y inclure les aspects sociaux et les droits humains et assument leur responsabilité en matière de protection de ces derniers.

[1]www.ohchr.org/documents/publications/guidingprinciplesbusinessshr_en.pdf

[2]https://nocorporateimpunity.org/wp-content/uploads/2022/02/Rapport-ASTM_finance_web.pdf

[3]<https://www.initiative-devoirdevigilance.org>

PLUS D'INFORMATIONS

RAPPORT "LUXEMBOURG'S FINANCIAL CENTRE & ITS HUMAN RIGHTS POLICIES"



L'étude présente également quatre études de cas qui montrent l'interdépendance socioéconomique entre le secteur financier luxembourgeois et les pays du Sud, et démontre que les engagements volontaires sont insuffisants pour prévenir les impacts sur les droits humains.



Retrouvez l'étude entière ainsi qu'une synthèse en anglais et en français en ligne:

www.nocorporateimpunity.org/report2022

VISITE DE PARTENAIRE PALESTINIEN

ALROWWAD

En février 2022, Dr. Abdelfattah Abusrour, directeur général de notre organisation partenaire palestinienne ALROWWAD, a été en visite en Europe. À cette occasion, une rencontre interne a également été organisée à l'ASTM.

Depuis 1998, le centre culturel ALROWWAD s'efforce de créer un endroit de paix et de culture au sein du camp de réfugiés, conformément à l'idée de la «Belle Résistance», qui met en avant la beauté de la culture palestinienne comme moyen de résister à l'occupation, en écartant toute forme de violence.

Lors de sa visite au Luxembourg, Dr. Abdelfattah Abusrour a eu l'occasion de présenter davantage le travail de renforcement des capacités mené par ALROWWAD auprès des 35 organisations de la société civile en vue de la lutte pour le respect des droits humains et d'actions de plaidoyer conjointes. L'inquiétante situation actuelle a également été le sujet de discussion lors de la rencontre avec l'ASTM.



En savoir plus sur le travail de ALROWWAD:
www.alrowwad.org/fr/

SPENDE FÜR UNSERE PARTNERORGANISATION INADES-FORMATION IN TOGO

DAG VUM BAM STENGEFORT



unterstrichen werden", so die Gemeinde Steinfurt. "Bäume produzieren Sauerstoff, den wir atmen und binden Kohlenstoff, was wichtig ist, um dem Klimawandel entgegenzuwirken."

Zu diesem Anlass hat die Gemeinde Steinfurt ebenfalls für jedes Kind 20€ an unsere Partnerorganisation INADES-Formation in Togo gespendet. Das Afrikanische Institut für wirtschaftliche und soziale Entwicklung ist eine Entwicklungs-NGO, die sich auf Ausbildung und Unterstützung spezialisiert hat. INADES-Formation Togo wurde 1972 gegründet und ist Teil des internationalen INADES-Netzwerks, das in zehn Ländern Afrikas vertreten ist. Das unterstützte Projekt hat unter anderem zum Ziel, unter lokalen Bauern agro-ökologische Praktiken zu unterstützen und somit die Abholzung ihrer Wälder zu reduzieren. Insgesamt kamen 3.080€ für unsere Partnerorganisation zusammen. "Es geht hier um mehr als eine finanzielle Unterstützung", erklärt Birgit Engel (ASTM). "Diese Spende ermöglicht es INADES, weitere praktische Fortbildungen zu agroökologischen Themen anzubieten und so die Ernährungs- und Lebensbedingungen der lokalen Bevölkerung zu sichern. Gleichzeitig ist diese Spende Anlass und Aufgabe für eine Sensibilisierung zu globaler Nachhaltigkeit hier bei uns." **Villmools Merci!**

Das Pflanzen von Bäumen für neugeborene Kinder ist Tradition in Luxemburg: Am 21. November 2021, dem nationalen Tag des Baumes, hat der Schöffenrat der Gemeinde Steinfurt zusammen mit rund 35 Kindern der Jahrgänge 2015, 2016 und 2017 und ihren Eltern einen Nussbaum und zwei Kirschbäume gepflanzt. "Mit dieser Aktion soll die wichtige Rolle von Bäumen für unser Klima, unsere Natur und unser Wohlbefinden



Rucksackbibliothek 2022

Wie jedes Jahr ist eines von CITIMs ältesten und erfolgreichsten Formaten wieder in den luxemburger Grundschulen unterwegs. Die Rucksackbibliothek ermutigt Kinder nicht nur Bücher zu lesen, sondern auch andere Kulturen zu entdecken. Im 2-3 Wochentakt reisen Rucksäcke vollgepackt mit Büchern von Klasse zu Klasse. Zur Übergabe und Einführung kommen die Kinder entweder ins CITIM oder wir statten ihnen einen Besuch in der Klasse ab. Die Begeisterung ist groß, sowohl bei den Schüler*innen als auch bei den Lehrer*innen, welche dieses Projekt zur Leseförderung sehr zu schätzen wissen...

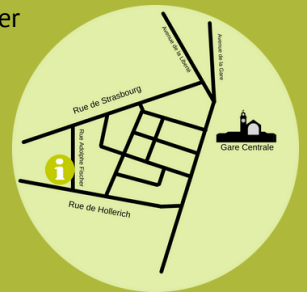
PLUS D'INFORMATIONS

Centre d'Information Tiers Monde

136-138, rue Adolphe Fischer
L-1521 Luxembourg

Heures d'ouverture

ma-ve 12h00 à 18h00
sa actuellement fermé



www.citim.lu



...Ein Begleiter der Rucksäcke ist das Logbuch. In ihm halten die Kinder fest welche Bücher sie gelesen haben und stellen ihre Eindrücke kreativ dar. Dieses Logbuch dient dann der nächsten Klasse zur Orientierung. Sehr beliebt sind die Bücher von unserer letztjährigen Gastautorin Frau Eymard Toledo (bspw. *Juju und Jojo*) und die Bücher unserer diesjährigen Gastautorin Frau Dayan Kodua. Beide Frauen leben in Deutschland, sind aber jeweils in Brasilien und in Ghana aufgewachsen.

Need for Seed

Dans le cadre de l'initiative "Need for Seed", notre partenaire SEED Luxembourg met de nouveau à disposition une sélection de semences cultivées au CITIM. Les semences cultivées jouent un rôle essentiel dans la diversité locale des espèces et de variétés de plantes ainsi que dans la souveraineté alimentaire. À côté de l'offre des semences, le CITIM propose aussi des ouvrages intéressants sur les semences, les jardins communautaires, l'alimentation durable, la permaculture et le jardinage... Venez nous rendre visite, cela vaut le détour! Les semences sont disponibles jusqu'en septembre. www.seed-net.lu



La solidarité, le geste qui compte!

Faites votre don par virement ou
directement via payconiq

 payconiq



CCPLLULL IBAN LU 76 1111 0099 9096 0000